

Le keynésianisme de guerre a-t-il un sens ?

Jean-Marie Harribey

Blog Alternatives économiques, 25 mars 2025 [1]

Politis, 10 avril 2025

L'arrivée de Trump au pouvoir provoque un bouleversement géopolitique avec un renversement des alliances, au moment où la Russie de Poutine progresse pas à pas en Ukraine. Les deux despotes sont sans doute en train de dépecer ce pays en se partageant territoire et matières premières. Face à cette offensive typiquement impérialiste, et aux menaces d'une guerre étendue dans d'autres pays européens limitrophes ou voisins de la Russie (pays baltes, Pologne...), l'Union européenne appelle à se réarmer et, déjà, plusieurs pays s'engagent dans un processus de forte augmentation des dépenses militaires (Suède, Finlande, France, Allemagne...). Outre le fait de vouloir parer aux menaces éventuelles, les partisans de l'« économie de guerre » arguent que celle-ci susciterait une dynamique de croissance économique dans une Union européenne bien en panne[2]. En quelque sorte, il s'agirait d'organiser un keynésianisme de guerre. Cela a-t-il un sens ?[

Le gouvernement français prévoit de porter les dépenses militaires qui sont de 50 Mds€ en 2025 à 70 Mds en 2030, voire à 100 Mds selon le ministre des armées, qui seraient « le poids de forme de la défense française », soit 3 à 3,5 % du PIB.

Si des investissements supplémentaires sont engagés dans les industries d'armement, avec des effets sur les chaînes de production alentour, il y aura une stimulation de l'accumulation du capital dans ces industries : de la valeur ajoutée en plus ; donc du PIB en plus, des salaires et profits distribués en plus[3], c'est-à-dire de la croissance de valeur en plus, mais pas de croissance de valeur d'usage pour la population[4]. En effet, vers où se tourneront ces revenus s'il n'y a pas de production de biens de consommation supplémentaires ? Vers des biens importés depuis les pays qui auront préféré produire des voitures électriques plutôt que des canons ? On voit alors que, s'il y a une extension de l'économie de guerre, le déséquilibre entre offre et demande de consommation ne peut être réduit que par un accroissement des impôts en proportion, et l'option contraire affirmée avec un aplomb inimitable par Emmanuel Macron ne serait réalisable qu'avec des coupes dans les autres dépenses. D'ailleurs, après Pearl Harbor en 1941, les États-Unis avaient pu transformer rapidement leurs chaînes de production dans le même temps où ils portaient les taux marginaux de l'impôt au plus haut. Et, plus loin en arrière, l'impôt sur le revenu en France est créé à la veille de la Première Guerre mondiale, mais n'entre en application qu'en 1916 car les emprunts ne suffisaient pas pour payer l'effort de guerre.

Dans une note de conjoncture du 9 juillet 2024[5], l'Insee confirme que « le climat des affaires dans l'industrie de défense a nettement progressé depuis l'invasion de l'Ukraine, porté par la forte hausse des commandes » (p. 9), mais que « les industries de défense [font] face à des contraintes d'approvisionnement et à une relative tension sur ses capacités productives » (p. 10). En un mot, des « contraintes d'offre » pèsent sur ces industries.

Dès lors, il n'est pas étonnant que, traditionnellement, l'effet multiplicateur de dépenses militaires soit considéré comme très faible, du moins à court terme. D'abord parce que la distorsion entre le type de production offerte et celle demandée est trop forte, dans un contexte où, déjà, la plupart des grands secteurs industriels sont en surcapacité de production,

voire carrément en surproduction. Il est vrai que l'économie française est en sous-emploi avec un chômage qui reste très élevé et que des possibilités d'activer la production de biens de consommation existent, toujours à condition que la défense ne soit pas l'unique priorité. Cette distorsion offre/demande est particulièrement aggravée aux États-Unis à cause de leurs multiples bases militaires à l'étranger. Ensuite, parce que s'il s'avère nécessaire de prélever des impôts supplémentaires, ceux-ci amputeront le supplément de revenus distribués, évitant le risque d'inflation, mais amenuisant jusqu'à presque rien la relance que d'aucuns considéreraient comme keynésienne.

Un financement monétaire des dépenses publiques par la banque centrale est toujours possible et même nécessaire dans certaines circonstances de crise. Dans le cas évoqué ici de dépenses militaires supplémentaires, un tel financement monétaire résoudrait-il le problème soulevé de l'inadéquation structurelle entre un type de production (des armes) et les biens de consommation utiles à la population ? Sans même parler du fait que la présidente de la BCE a exclu cette possibilité, l'écart offre/demande ne serait pas réduit, et le risque d'inflation serait accru. Même les théoriciens de la Théorie monétaire moderne, raisonnant hors contexte guerrier, envisagent d'augmenter les impôts pour circonscrire un tel risque[6]. Si le financement des dépenses militaires supplémentaires était assuré par le crédit bancaire traditionnel, le hiatus offre/demande ne serait pas non plus évité.

Dans le débat public est évoquée l'utilisation de l'épargne pour financer les dépenses militaires nouvelles[7]. Mais, à supposer que l'épargne déjà déposée ne soit pas déjà utilisée à d'autres fins, on peut s'étonner que cela puisse être considéré comme une manière de pratiquer du keynésianisme[8]. Si l'on comprend bien l'hypothèse avancée par la Commission européenne d'un plan de 800 Mds€ d'investissements, s'il est financé par emprunt sur les marchés financiers, qu'il soit européen ou national ne résout pas le dilemme nouvelles dépenses ou substitution des unes aux autres.

Un document signé du chef économiste de la Caisse des dépôts et consignations[9] dresse une liste très longue des conditions pour qu'un effet multiplicateur des dépenses publiques soit fort. On peut parier que ces conditions seraient encore plus drastiques pour des dépenses publiques militaires. Parmi elles, un ajout de dépenses publiques financées sans se substituer à d'autres, des impôts prélevés sur des agents ayant une propension marginale à consommer ou investir faible, des dépenses s'adressant à des entreprises domestiques, sans effets sur les prix et les salaires.

Au total, parler de keynésianisme de guerre est au mieux bizarre, au pire est un contresens. Reste le problème le plus important qui se situe au-delà des difficultés quantitatives examinées ci-dessus : c'est celui de la nature de la production à dynamiser, en d'autres termes de sa qualité à répondre aux besoins. Sans même exclure a priori le fait qu'il puisse y avoir un effort de défense supérieur à accomplir, il ne peut être examiné sans, simultanément, mettre dans le débat public les exigences d'éducation, de santé, d'infrastructures soutenables, etc., afin de planifier une nouvelle trajectoire. Il faut profiter du moment (qui pourrait être bref ?) où l'Allemagne envisage 500 Mds d'investissements d'infrastructures en bousculant son « frein à la dette » – certes pour retrouver sa suprématie industrielle exportatrice plus que pour bifurquer écologiquement – pour poser les termes d'un projet de politique économique débarrassé des carcans néolibéraux budgétaires et monétaires, mais qui ne soit pas un nième plan de relance aveugle. Donc il nous faut de gros impôts supplémentaires, en réintroduisant en même temps la possibilité du financement monétaire des investissements par la banque centrale, qui serait une avance sur la production future de qualité.

Mise sur de nouveaux rails, la discussion permettrait d'y inclure la question du travail, de l'emploi et de la productivité. La bifurcation écologique va exiger d'augmenter le volume de travail global, tellement il va falloir réparer et rebâtir une économie soutenable. Volume de travail global, en permettant à toutes les personnes d'avoir un emploi, tout en poursuivant la réduction individuelle de la durée du travail. D'où la distinction cruciale entre productivité individuelle du travail et productivité horaire. L'agriculture, l'industrie, les soins, l'éducation ont besoin de plus de bras et de têtes, mais moins chargées, harassées et stressées.

Un keynésianisme de guerre n'a pas grand sens, ni sur le plan logique, ni sur le plan politique. En revanche, une bifurcation productive progressive peut s'aider des instruments budgétaires et monétaires « keynésiens ».

[1] Je remercie Thibault Laurentjoye, Dominique Plihon, Gilles Rotillon, Virginie Monvoisin et Michel Cabannes, pour leurs remarques sur une première version de ce texte. Ce texte est également en ligne sur [le blog Médiapart des Économistes atterrés](#).

[2] Le journal *Le Monde* du 11 mars 2025 n'a aucune hésitation pour titrer « La guerre, un levier de croissance ? » en Une, et sans point d'interrogation en page 15 sous la signature de Béatrice Madeline : « Les dépenses militaires, levier de croissance ». L'Insee a revu ses prévisions à la baisse pour 2025, où la croissance n'atteindrait pas le 0,9 % attendu.

[3] Précisons que la valorisation boursière qui peut en résulter ne rentre pas dans le PIB car il s'agit d'un capital fictif tant qu'elle n'est pas liquidée, et elle ne peut l'être pour tous les financiers en même temps.

[4] Une fois de plus, la réalité, pour être un peu compréhensible, requiert les concepts marxistes de la critique de l'économie politique : valeur pour l'accumulation du capital ne signifie pas nécessairement valeur d'usage. Voir J.-M. Harribey, *En quête de valeur(s)*, Éd. du Croquant, 2024.

[5] Insee, « [Du PIB, des Jeux, des inconnues](#) ».

[6] Voir Les Économistes atterrés, *La monnaie, un enjeu politique*, Seuil, 2018, 2^e éd. à paraître 2025 ; J.-M. Harribey, « [L'anticipation monétaire des dépenses publiques, À propos du livre de Stephanie Kelton, Le mythe du déficit](#) », 16 mars 2021.

[7] La Banque publique d'investissement vient de créer un « Fonds BPI France-défense » de 500 millions d'euros pour attirer l'épargne des volontaires défenseurs de la patrie, c'est-à-dire à hauteur de... 0,5 % des besoins estimés de 100 Mds à terme.

[8] De graves confusions sont faites médiatiquement entre le flux d'épargne annuel des ménages d'environ 17,7 % en 2024, et le stock d'épargne financière d'environ 5 710 Mds€, hors donc l'épargne immobilisée dans l'immobilier (Source : [Fédération bancaire française](#)). En théorie keynésienne, l'épargne existante n'est en rien l'élément décisif de la décision d'investir et le flux nouveau d'épargne résulte de l'investissement et non pas le précède.

[9] Yann Tampereau, « [Réarmement, Enjeux et défis macroéconomiques et financiers](#) ».